

**RAPPORT N° 2025/3-14
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 26 juin 2025**

OBJET

**ENLEVEMENT DE BIENS MOBILIERS AUX FINS DE VALORISATION- AUTORISATION DE SIGNER
LES MARCHES POUR LES LOTS 1 ET 2 .**

La CINOR a lancé un marché pour l'enlèvement de biens mobiliers aux fins de valorisation, issus de son domaine privé. L'objectif est de favoriser leur réemploi, réutilisation ou recyclage dans une logique d'économie circulaire.

Ces prestations sont réalisées dans le cadre des marchés, à ce titre, une consultation d'entreprises a été engagée, en application du Code des Marchés Publics, selon l'allotissement suivant :

- Lot 1 : bornes d'apport volontaire en PEHD de 2 000 litres,
- Lot 2 : bornes d'apport volontaire en PEHD de 2 000 litres en pièces détachées

La présente procédure s'est déroulée dans les conditions suivantes :

- Type de marché : appel d'offres ouvert
- Objet du marché : Prestation de services
- Dévolution du marché : lots séparés
- Durée : Pour les lots 1 et 2 : 3 mois à compter de la notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage de la prestation.
- Publicité : niveau européen
- Date limite de remise des offres fixée au 21 mai 2025, à 12 heures
- Estimation prévisionnelle: Lot 1 : 314 500 € HT; Lot 2 : 110 000 € HT ;

6 plis ont été reçus avant la date limite fixée le 21 mai 2025 à 12 heures locales :

- Otto Environnement soumissionne pour les lots 1 et 2
- Loca BTP Kichenin soumissionne pour les lots 1 et 2.
- Compostali soumissionne pour les lots 1 et 2

Après vérification de la conformité des offres et au vu du rapport d'analyse établi au regard des critères de jugement fixés au règlement de la consultation (la performance environnementale 20%, valeur technique 30% et prix 50%), la Commission d'Appel d'Offres s'est réunie en séance du 18/06/2025 pour attribuer le marché aux prestataires ayant présenté les offres les plus économiquement avantageuses et pour classer les offres pour chaque lot comme suit :

- Lot 1 : bornes d'apport volontaire en PEHD de 2 000 litres

Classement	Lot 1	Prix prestation HT	Prix de la prestation en TTC
1 (attributaire)	Loca BTP Kichenin	213 231,00 €	231 355,64 €
2	Otto Environnement	315 184,50 €	341 975,18 €
3	Compostali	370 000,00 €	401 450,00 €

- Lot 2 : bornes d'apport volontaire en PEHD de 2 000 litres en pièces détachées

Classement	Lot 1	Prix prestation HT	Prix de la prestation en TTC
1 (attributaire)	Loca BTP Kichenin	80 250€	87 071,25 €
2	Otto Environnement	122 500€	132 912,50 €
3	Compostali	250 000€	271 250,00 €

Les dépenses correspondantes seront imputées au budget principal de la CINOR en section fonctionnement, Compte 611.

Je vous demande par conséquent de bien vouloir :

- Approuver les pièces constitutives de ce marché « Enlèvement de biens mobiliers aux fins de valorisation » pour les 2 lots.
- Autoriser le Président à signer le marché « Enlèvement de biens mobiliers aux fins de valorisation », avec les entreprises attributaires pour chacun des lots :

Conformément à la décision d'attribution prise par la Commission d'Appel d'Offres en date du 18/06/2025.

- autoriser le Président, dans le cas où les attributaires ne remettraient pas les pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants de la commande publique dans les délais impartis, à signer avec les entreprises classées deuxièmes par la Commission d'Appel d'Offres en date du 18/06/2025 pour chacun des lots 1 et 2 et pour les montants figurant ci-après à la présente décision sous réserve de la production des pièces définies aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique (et ainsi de suite pour les candidats classés après si le candidat classé précédemment ne remet pas les pièces définies par les articles R 2143-6 et suivants du code de la commande publique).

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N° 2025/3-14
du Bureau de la Communauté
en séance du 26 juin 2025**

OBJET

**VALORISATION DES BIEN MOBILIERS - AUTORISATION DE SIGNER LES MARCHES POUR LES
LOTS 1 ET 2 .**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article» (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 23 juillet 2014 affaire n° 2014/8-04 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de Travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT, ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2025/3-14 du Président.

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20250626-BC2025-3-14-DE
Date de télétransmission : 09/07/2025
Date de réception préfecture : 09/07/2025

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les pièces constitutives de ce marché pour les lots 1 et 2.

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer le marché « Enlèvement de biens mobiliers aux fins de valorisation », avec les entreprises et pour les montants suivants pour chacun des lots, conformément à la décision d'attribution prise par la Commission d'appel d'offres (CAO) du 18/06 /2025

Lot	Candidats	Montant H.T
LOT 1	Loca BTP Kichenin	213 231,00 €
LOT 2	Loca BTP Kichenin	80 250,00 €

ARTICLE 3

D'autoriser le Président, dans le cas où les attributaires ne remettraient pas les pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants de la commande publique dans les délais impartis, à signer avec les entreprises classées deuxièmes par la Commission d'Appel d'Offres en date du 18/06/2025 pour chacun des lots 1 et 2 et pour les montants figurant ci-après à la présente décision sous réserve de la production des pièces définies aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique (et ainsi de suite pour les candidats classés après si le candidat classé précédemment ne remet pas les pièces définies par les articles R 2143-6 et suivants du code de la commande publique).

Nombre de votants : 13
Suffrages exprimés : 13
Vote pour : 13
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

10 8 JUL 2025

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20250626-BC2025-3-14-DE
Date de télétransmission : 09/07/2025
Date de réception préfecture : 09/07/2025